



PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture

Direction des relations
externes et du cadre de vie
Bureau du cadre de vie

Saint-Denis, le 09 septembre 2019

ARRÊTÉ N° 2019 -2951/SG/DRECV

portant mise en demeure de se conformer aux prescriptions des arrêtés n° 2012-1337/SG/DRCTCV du 29 août 2012, n° 2017-2744/SG/DRECV du 18 décembre 2017 et n° 2019-2034/SG/DRECV du 20 mai 2019 portant agrément de la société « Est Assainissement » pour la réalisation de vidanges d'installations d'assainissement non collectif et leur dépotage dans les stations de traitement des eaux usées du Port, de Sainte-Marie et de Sainte-Suzanne

LE PRÉFET DE LA RÉUNION
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement notamment ses articles L171-6, R211-25 à R211-45 et R214-5 ;
- VU** la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 29 mai 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet de la région Réunion ;
- VU** l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;
- VU** l'arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012-1337/SG/DRCTCV du 29 août 2012 portant agrément de la société « Est Assainissement » pour la réalisation de vidanges d'installations d'assainissement non collectif et leur dépotage dans la station de traitement des eaux usées du Port ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-2744/SG/DRECV du 18 décembre 2017 portant agrément de la société « Est Assainissement » pour la réalisation de vidanges d'installations d'assainissement non collectif et leur dépotage dans les stations de traitement des eaux usées de Sainte-Marie (Grand-Prado) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-2034/SG/DRECV du 20 mai 2019 portant agrément de la société « Est Assainissement » pour la réalisation de vidanges d'installations d'assainissement non collectif et leur dépotage dans les stations de traitement des eaux usées de Sainte-Suzanne (Trois-Frères) ;
- VU** l'article 6-3° de l'arrêté ministériel du 07 septembre 2009, susvisé :
- « L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet, après mise en demeure restée sans effet et sur avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques, dans les cas suivants :*
- *en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;*
 - *en cas de manquement de la personne aux obligations du présent arrêté, en particulier en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;*

- en cas de non-respect des éléments déclarés à l'article 3 du présent arrêté » ;

VU l'article 6-4° de l'arrêté ministériel du 07 septembre 2009, susvisé :

« Le préfet peut suspendre l'agrément ou restreindre son champ de validité pour une durée n'excédant pas deux mois lorsque :

- la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle la personne est agréée ;
- en cas de manquement de la personne aux obligations du présent arrêté, en particulier en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés à l'article 3 du présent arrêté » ;

VU le rapport de contrôle de l'activité de l'année 2018 en date du 06 juin 2019 ;

VU les éléments transmis en réponse au rapport de contrôle susvisé ;

VU le bilan du contrôle de l'activité de l'année 2018 en date du 24 juillet 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange ;

CONSIDÉRANT que la société « Est Assainissement » n'a pas respecté son engagement du demandeur fourni dans ses dossiers de demande d'agrément et stipulant entre autres :

- « - de respecter les obligations incombant à toute personne réalisant la vidange d'installations d'assainissement non collectif ;
- de satisfaire aux règlements en vigueur et autorisations nécessaires au bon exercice de son activité tant pour la collecte, le transport que pour le traitement des matières prises en charge ;
- de traiter ou faire traiter réglementairement les matières de vidange et de remettre au responsable de l'élimination le bordereau de suivi qui lui est destiné ; »

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1. Objet de la mise en demeure

Le présent arrêté met en demeure la société « Est Assainissement » domiciliée 806 chemin Patelin – Ravine Creuse – 97440 Saint-André de se conformer aux prescriptions de ses arrêtés d'agrément et notamment de réaliser le dépotage des matières issues de l'assainissement non collectif dans les filières de traitement pour lesquelles elle détient des agréments et les autres matières prises en charge vers des filières adaptées et agréées.

Article 2. Suivi de la mise en demeure

La société « Est Assainissement » transmet à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion (service de la police de l'eau) les éléments suivants :

le 8 octobre 2019 : le bilan de l'activité du mois de septembre 2019

le 8 novembre 2019 : le bilan de l'activité du mois d'octobre 2019

le 8 décembre 2019 : le bilan d'activité du mois de novembre 2019

La transmission des éléments demandés est réalisée comme suit :

par mail : policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr

Article 3. Maintien, retrait, modification ou suspension des agréments à l'initiative du préfet

Au vu des bilans remis conformément à l'article 2, le préfet statuera sur le respect de la présente mise en demeure. En cas de non-respect de la présente mise en demeure, le préfet pourra mettre en œuvre soit une suspension d'agrément(s) soit une suppression d'agrément(s) (retiré(s) ou modifié(s)).

3.1. Suspension de l'agrément

Le préfet peut suspendre l'agrément ou réduire son champ de validité dans les cas suivants :

- la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle la personne a été agréée,
- manquement de la personne aux obligations du présent arrêté, en particulier, en cas d'élimination des matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément,
- non-respect des éléments déclarés et repris dans l'article 2 « suivi de la mise en demeure » du présent arrêté.

La période de suspension ou de restriction ne peut excéder deux mois.

3.2. Suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet, après mise en demeure restée sans effet et sur avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques dans les cas suivants :

- faute professionnelle grave ou manquement à la moralité professionnelle,
- manquement de la personne aux obligations du présent arrêté, en particulier, en cas d'élimination des matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément,
- non-respect des éléments déclarés et repris dans l'article 2 « suivi de la mise en demeure » du présent arrêté.

En cas de retrait de l'agrément, le demandeur ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées dans le présent arrêté. Il est tenu de prendre toute disposition pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Article 4. Autres réglementations

La présente mise en demeure ne se substitue pas aux obligations réglementaires en vigueur et autorisations administratives requises par d'autres réglementations.

Article 5. Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6. Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de La Réunion.

Une copie du présent arrêté sera transmise aux communautés d'agglomérations suivantes : CINOR, TCO, CIVIS, CASUD, CIREST et à l'ensemble des mairies du territoire de La Réunion, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7. Voies et délais de recours

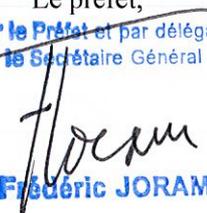
Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de La Réunion à compter de son affichage aux sièges de la CINOR, du TCO, de la CIVIS, de la CASUD, de la CIREST et dans l'ensemble des mairies du territoire de La Réunion, dans un délai de deux mois par le déclarant et par les tiers dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Article 8. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de La Réunion, la sous-préfète de Saint-Benoît, le sous-préfet de Saint-Paul, le sous-préfet de Saint-Pierre, les maires de l'ensemble des communes du territoire de La Réunion, les présidents de la CINOR, du TCO, de la CIVIS, de la CASUD, de la CIREST, le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement, la directrice générale de l'agence régionale de la santé, le général, commandant la gendarmerie de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique de La Réunion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

Frédéric JORAM